

**ARRÊTÉ DCAT/BEPE/n° 2024- 7**  
**du 18 JAN. 2024**

**mettant en demeure la société Alexandralog frne05 de respecter des prescriptions pour ses installations situées sur le territoire de la commune de Woippy**

Le préfet de la Moselle  
Officier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n°2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 modifié ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-226 du 10 juillet 2000 modifié ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2006-DEDD/IC-407 du 8 décembre 2006 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012-DLP/BUPE-236 du 24 mai 2012 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 27 décembre 2023, relatif à la visite d'inspection du 21 novembre 2023 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté le 12 janvier 2024 à la connaissance de l'exploitant et lui laissant un délai de huit jours pour faire part de ses observations ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier électronique dans le délai imparti ;

**Considérant** que le point 1.4.I de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé dispose :

*« I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :  
L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.*

*Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :*

1. servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022. »

**Considérant** que l'inspection a constaté, lors de sa visite du 21 novembre 2023, que l'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks et d'un inventaire de ces derniers ;

**Considérant** en conséquence que les dispositions du point 1.4.I de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que l'article I.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2000 susvisé, modifié par l'arrêté préfectoral du 24 mai 2012 susvisé dispose :

« [...] D'autres produits peuvent être stockés sous réserve que les effets thermiques et toxiques générés par un incendie généralisé n'atteignent pas les seuils des effets irréversibles en dehors des limites du site. Des effets thermiques entre 3 et 5 kW/m<sup>2</sup> pourront néanmoins sortir des limites du site à condition qu'ils soient compris dans l'enveloppe des effets thermiques générés par l'incendie généralisé de matériel informatique



*et que le système de brumisation prescrit à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2006 permette d'en protéger les voyageurs circulant sur les voies ferrées. [...] »*

**Considérant** que l'inspection a constaté, lors de sa visite du 21 novembre 2023, que les simulations Flumilog présentées font état de flux thermiques supérieurs à 8 kW/m<sup>2</sup> sortant du site au nord et au sud-ouest ;

**Considérant** en conséquence que les dispositions de l'article I.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2000 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que l'article 1 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2006 susvisé dispose :  
*L'exploitant « met en place et rend opérationnel [...] un dispositif de protection des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs contre le risque d'incendie au niveau de son entrepôt de Woippy. » ;*

**Considérant** que l'inspection a constaté, lors de sa visite du 21 novembre 2023, que le système de brumisation mis en place pour répondre à la prescription de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2006 est hors service depuis le 11 janvier 2023 ;

**Considérant** en conséquence que les dispositions de l'article 1 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2006 susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que l'article VII.1.c) (partiel) de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2000 modifié susvisé dispose :

*« [...] - le débit minimum devra être de 360 m<sup>3</sup>/h à une pression dynamique comprise entre 1 et 4 bars, et ceci, indépendamment du fonctionnement de l'installation sprinklers. [...] »*

**Considérant** que l'inspection a constaté, lors de sa visite du 21 novembre 2023, que le débit maximal à 1 bar sur trois poteaux incendie est de 182 m<sup>3</sup>/h ;

**Considérant** en conséquence que les dispositions de l'article VII.1.c) (partiel) de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2000 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que l'article IX.2.5 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2000 modifié susvisé dispose :  
*« Les éventuelles eaux d'extinction devront pouvoir être retenues dans des bassins de rétention offrant un volume total de 23 000 m<sup>3</sup> [...] » ;*

**Considérant** que l'inspection a constaté, lors de sa visite du 21 novembre 2023, que le site ne dispose pas de bassin de rétention destiné à confiner les eaux d'extinction d'incendie ;

**Considérant** en conséquence que les dispositions de l'article IX.2.5 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2000 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que le point 1.6.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé dispose :

*« Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.*

*Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :*

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;*
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;*
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;*
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;*



- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. »

**Considérant** que l'inspection a constaté, lors de sa visite du 21 novembre 2023, sur le plan des réseaux "reprise du réseau d'eaux pluviales de voirie" indice B du 12 août 2018 présenté à l'inspection que de nombreux réseaux ne sont pas connectés et que le plan comporte de nombreux « ? » ;

**Considérant** en conséquence que les dispositions du point 1.6.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que le point 1.6.4 (partiel) de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé dispose :

« [...] Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.

En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte. »

**Considérant** que l'inspection a constaté, lors de sa visite du 21 novembre 2023, que :

- l'exploitant a modifié les points de rejets des eaux pluviales sans en informer le préfet de la Moselle ;
- l'exploitant rencontre des difficultés de gestion de ses rejets dans le cours d'eau, qui n'est pas entretenu selon ses déclarations, et n'est pas en mesure de préciser si le ruissellement sur l'ensemble des surfaces (toitures, aires de parking, etc.) de l'entrepôt, en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur ;

**Considérant** en conséquence que les dispositions du point 1.6.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que l'article VIII.6 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2000 modifié susvisé dispose :

« Le stockage extérieur de matériaux combustibles contre les murs extérieurs des cellules est strictement interdit. » ;

**Considérant** que l'inspection a constaté, lors de sa visite du 21 novembre 2023, la présence de stockage de matières combustibles à l'extérieur le long de la cellule 8 ;

**Considérant** en conséquence que les dispositions de l'article VIII.6 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2000 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que le point 1.7.2 (partiel) de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé dispose :

« [...] Les stockages temporaires, avant gestion des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques. » ;

**Considérant** que l'inspection a constaté, lors de sa visite du 21 novembre 2023, la présence d'un bidon sans rétention à l'extérieur du local sprinkler mis en place par l'exploitant pour collecter les égouttures issues du reniflard du moteur de la pompe. Ce bidon n'est pas protégé des eaux météoriques ;

**Considérant** en conséquence que les dispositions du point 1.7.2 (partiel) de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que les manquements constatés sont de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose que « *indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

La société Alexandralog frne05, dont le siège social est situé au 3-5, rue Saint Georges, Tmf Pôle à Paris (75009), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations implantées 171, route de Thionville à Woippy (57140), dans les délais indiqués ci-après, les prescriptions des articles suivants, détaillées dans les « considérants » du présent arrêté :

- Arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié susvisé, point 1.4.I de l'annexe II : sous 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral ;
- Arrêté préfectoral du 10/07/2000 modifié susvisé, article I.2 : sous 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral ;
- Arrêté préfectoral du 08/12/2006 susvisé, article 1 : sous 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral ;
- Arrêté préfectoral du 10/07/2000 modifié susvisé, article VII.1 c) (partiel) : sous 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral ;
- Arrêté préfectoral du 10/07/2000 modifié susvisé, article IX.2.5 (partiel) : sous 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral ;
- Arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié susvisé, point 1.6.1 de l'annexe II : sous 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral ;
- Arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié susvisé, point 1.6.4 (partiel) de l'annexe II : sous 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral ;
- Arrêté préfectoral du 10/07/2000 modifié susvisé, article VIII.6 : sous 8 jours à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral ;
- Arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié susvisé, point 1.7.2 (partiel) de l'annexe II : sous 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral.



## Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L.171-7 et -8 du code de l'environnement.

## Article 3

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'inspection des installations classées, et tout agent de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Alexandralog frne05.

Une copie du présent arrêté est transmise pour information au maire de Woippy.

A Metz, le 18 JAN. 2024

Pour le préfet,  
le secrétaire général,

Richard Smith

## Délais et voies de recours :

« En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée».

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr/>